

PV No 23 de la séance du Conseil Communal du mercredi 1^{er} mai 2019

Présidence : Mme Anouk GAUMANN, Présidente.

Ordre du jour :

1. Appel
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du PV de la séance du 13 mars 2019
4. Communications du Bureau
5. Communications de la Municipalité
6. Rapports succincts en cours de législature sur les activités des associations intercommunales : PRM, ASISE et AJEMA
7. Préavis n° 03/05.2019 – adoption de la gestion et des comptes 2018
8. Préavis n° 04/05.2019 – demande d'un crédit de Fr. 35'000.00 pour étudier l'amélioration de l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin
9. Simples questions
10. Contre-appel

1) Appel

Il est 20h01 lorsque la Présidente ouvre la séance.

Les scrutateurs procèdent à l'appel.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Chantal COURTAIS-REY Luc DUPUIS Steve BUGNON Roland LOCHER Antonio TODDE Sylvie FUCHS Sandra BASTOW Sébastien PITTET	Marc-Antoine SIEGWART Luc MORET Jacques ROCHAT Florence PORRECA David MONDADA Pierre ENDERLIN Concetta PINO Eric JANNICAUD
Absent	Matthias JACQUEMAI Sacha MEIER Carmelo TODARO	Juan Carlos LANDROVE Vincent PERRUCHOUD

44 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

2) Adoption de l'ordre du jour

La Présidente met en discussion l'ordre du jour.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

L'ordre du jour est accepté à l'unanimité des membres présents.

3) Adoption du PV n°22 de la séance du 13 mars 2019

La Présidente met en discussion le procès-verbal n°22.

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le procès-verbal n°22 est accepté à l'unanimité des membres présents.

4) Communications du Bureau

a) Assermentation des deux nouveaux Municipaux

Mme la Présidente tiens à féliciter encore une fois M. Hennard qui a été brillamment élu au 2ème poste laissé vacant à la Municipalité.
Elle a eu l'honneur d'assermenter ce lundi les deux nouveaux Municipaux avant leur première séance.

b) Sortie 2019 du Conseil

Concernant la sortie studieuse du Conseil le 18 mai prochain, les Conseillères et Conseillers ont pu constater dans le programme qui leur a été envoyé la veille par mail, que l'école qu'elle souhaite leur faire visiter est une école qui rayonne à travers le monde.

De plus, cette année est spéciale pour l'EPFL, car elle fête ses 50 ans.

A cette occasion, la Présidente a demandé à son mari qui y travaille, s'il était possible que le Conseil communal de Saint-Prex puisse en avoir un aperçu.

Le Conseil aura donc le plaisir d'écouter plusieurs intervenants, certains de l'EPFL et d'autres, saint-preyards, qui y contribuent par leurs actions.

En fin de matinée, les membres présents seront divisés en 2 groupes, un qui visitera le centre de microscopie électronique et un autre qui visitera l'animalerie, deux endroits qui ne sont habituellement pas accessibles au public.

Les Conseillères et Conseillers recevront prochainement un bulletin d'inscription avec plus de détails concernant les visites.

5) Communications de la Municipalité

Mme Carine TINGUELY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

a) Recyclage des bouteilles en plastique – Communication n°13/05.2019

Afin de compléter son offre en matière de tri des déchets, la Municipalité a décidé de récupérer, dès le 1^{er} juin 2019, tous les flacons en plastique à la déchèterie.

Sont considérés comme flaconnages (corps creux), toutes les bouteilles ou tubes en plastiques avec bouchon: flacons alimentaires (bouteille de lait, d'huile, de miel, flacons de mayonnaise, de sauce tomate), flacons de produits d'hygiène (lessive, gel douche, etc.) et flacons de produits d'entretien ménagers (détergent pour sols, vitres, WC, etc.) sans étiquette de toxicité.

Ces contenants en plastique peuvent désormais être déposés à la déchèterie du Glapin dans un conteneur ad hoc qui sera évacué par la maison Henny.

Les autres plastiques (barquettes, films, etc.) ne sont pas de la même famille et contiennent d'autres additifs. Ils sont chimiquement différents et doivent être mis dans les sacs taxés.

Pour des raisons de sécurité, les flacons ayant contenu des produits toxiques doivent toujours être éliminés avec les déchets spéciaux en déchèterie. Ces produits toxiques rendent le recyclage impossible et les mélanges peuvent provoquer des incendies ou polluer les eaux.

Pour terminer, il est important d'écraser les flacons et de remettre le bouchon, afin de limiter les transports et donc les coûts.

b) Pontons privés le long du sentier du lac – Communication n°14/03.2019

Chaque année et dès la belle saison, les pontons privés le long du sentier du lac sont utilisés par des personnes non autorisées pour se prélasser ou pique-niquer, malgré les injonctions des propriétaires concernés.

Afin de pouvoir remédier à cet état de fait, la Municipalité a fait poser, avec l'accord des propriétaires concernés, une signalétique de 400x200 mm proposée par PRM indiquant que le ponton est privé. Celle-ci est uniforme sur le territoire de la Commune et des Communes partenaires de PRM. Les agents pourront ainsi intervenir et obliger les contrevenants à quitter le ponton sous peine de dénonciation.

c) Taxe entreprise – aide au démarrage – Communication n°17/05.2019

Comme annoncé en mars dernier, la Municipalité a décidé de revoir à la baisse la taxe pour les entreprises et de la fixer à Fr. 180.– pour 2019, au lieu de Fr. 200.–.

Suite à une intervention de la Commission de recours en matière d'impôts, notre Autorité a réfléchi à d'autres mesures afin d'encourager la création d'entreprise sur le territoire.

Aussi, de manière à accompagner les entrepreneurs dans leur nouveau projet, la Municipalité a décidé d'exonérer de la taxe toute nouvelle entreprise ayant son siège à Saint-Prex. Cette aide au démarrage est uniquement valable l'année de la création de l'entreprise. Cette mesure prend effet en 2019 et aucune demande rétroactive ne sera prise en considération.

Il est relevé que les transferts de sièges ne sont pas concernés par cette exonération.

d) Mise à disposition de transats – Communication n°18/05.2019

Commune lémanique d'accueil, les Autorités saint-preyardes ont à cœur d'offrir un cadre de vie agréable à ses citoyens.

Dans cette idée, une cinquantaine de transats seront disponibles, à titre d'essai, en libre-service à la place d'Armes, entre juin et septembre.

Ces chaises longues en bois seront reconnaissables à leur tissu rouge, orné du logo de Saint-Prex.

Ideales pour un moment de détente au bord de l'eau, ces aménagements donneront un aspect encore plus convivial à cette plage appréciée des habitants de la Commune, en raison d'une eau peu profonde sur une grande longueur et de la présence d'un radeau.

Quelques exemplaires seront également proposés aux utilisateurs du Bain-des-Hommes, par l'intermédiaire du tenancier du kiosque du plongeur.

Nous espérons que cette offre estivale sera appréciée.

M. Anthony HENNARD, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

e) Accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) – ouverture du matin – Communication n°15/05.2019

En juin 2012, à la suite du changement des horaires des élèves de la 7^e à 11^e Harmos et à une demande répétée des parents, la Municipalité et l'ASISE ont décidé de mettre en place un AREMS (accueil et restauration pour enfants en milieu scolaire) pour la rentrée d'août 2012.

L'Association du Cerf-Volant a profité de cette opportunité pour demander à la Commune de prendre en charge à midi les élèves de 5e et 6e Harmos, ceci afin de libérer de la place à l'UAPE pour les plus petits.

Au fil des ans, l'offre de cet accueil s'est développée afin de répondre au mieux à l'évolution de notre société et un accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS) l'après-midi, sauf le mercredi, a vu le jour à la rentrée d'août 2016.

Afin de poursuivre cette évolution et de respecter la loi sur l'accueil des enfants, la Municipalité envisage l'ouverture d'un APEMS le matin, y compris le mercredi, dès la rentrée d'août, pour un groupe de 12 enfants. Celui-ci ouvrira dès le 7^e élèves inscrit. Le personnel en charge de l'APEMS de l'après-midi s'occupera également de l'ouverture du matin.

Les documents pour les inscriptions dans les diverses structures parascolaires communales ont été envoyés début avril, avec un délai de réponse à la mi-mai. Dès cette échéance, nous serons en mesure de confirmer ou non l'ouverture de cet accueil du matin.

Si cette ouverture est effective dès cette année, il ne restera que l'accueil du mercredi après-midi à prévoir l'an prochain. Néanmoins, il est rappelé que pour l'ouverture du mercredi après-midi, les communes ont l'obligation de le faire uniquement si le besoin est avéré.

6) Rapports succincts en cours de législature sur les activités des associations intercommunales : PRM, ASISE et AJEMA

Mme la Présidente explique qu'elle a demandé à des membres des associations intercommunales de faire un bref compte-rendu aux membres du Conseil des activités de celles-ci depuis le début de la législature. Elle précise encore qu'il y aura un moment pour poser des questions, ceci à la fin de chaque présentation.

PRM – Rapport par Mme Sandrine PITTOLAZ et M. François SIEGWART

M. François SIEGWART commence par faire une description contextuelle et historique de la PRM, soit Police-Région-Morges.

Dans le Canton de Vaud, il y a 9 corps de police. 1 dans la région d'Yverdon, pour le Nord-Vaudois, et 8 le long de l'arc Lémanique dont la PRM.

La PRM est une association intercommunale regroupant 6 Communes, pour une population d'environ 30'000 habitants. Elle compte 75 employés dont 70 à 100%, dont 55 policiers, 6 ASP (Assistant de Sécurité Publique) et 14 collaborateurs civils.

Le ratio est de 1 policier pour environ 740 à 750 habitants.

Jusqu'à présent il y a 4 brigades d'intervention de police-secours et une 5^{ème} est en cours de mise en place pour cette année. Ces brigades interviennent à peu près 17 à 18 fois par jour sur toute la région.

Le Conseil intercommunal est l'organe délibérant. Il se compose de 32 délégués, dont 16 de Morges. Les autres sont répartis sur les deux autres Communes les plus importantes, soit 6 pour Saint-Prex et 6 pour Préverenges. La Commune de Tolochenaz a 2 représentants, et les Communes de Buchillon et Lussy en ont 1 chacune.

Le Conseil intercommunal a 4 séances par année.

La PRM a été constituée en juin 2012, a tenu sa 1^{ère} séance en août 2012. Jusqu'en 2014, les séances avaient lieu à Préverenges, sous la présidence de M. Vincent Duvoisin.

De 2014 à 2016, elles se sont faites à Saint-Prex, sous la présidence de M. François LUDWIG.

M. LUDWIG est également Président de la Commission de gestion de la PRM.

De 2016 à 2018, les séances se sont à nouveau déroulées à Préverenges, sous la présidence de M. Hervé Nussbaumber.

De 2018 à 2020, les séances se font à Tolochenaz, sous la présidence de M. Jean-Claude Rochat. A cheval sur la prochaine législature communale, le Conseil intercommunal devrait à nouveau siéger à Saint-Prex pour les années 2020 à 2022.

Chaque année, un rapport d'activité d'assermentation est produit. Il recense les promotions et assermentations des policiers. La séance y relative s'est tenue cette année en date du 11 avril au Vieux-Moulin.

Le CODIR, Comité de Direction, a élaboré un plan de législature de 5 ans, soit pour 2016-2021, avec différents points qui peuvent être consultés sur le site de la PRM.

Pour y accéder : <https://www.police-region-morges.ch/page/documentation>

Un des points du plan de législature est le maintien de la qualité de prestations à un coût qui soit stable par habitant.

Mme Sandrine PITTOLAZ poursuit en expliquant que l'une des principales décisions prises depuis le début de la législature actuelle est l'achat d'un appareil cinémométrique semi-stationnaire, plus communément appelé « La Girafe ».

Également l'achat d'un véhicule d'intervention et d'un véhicule de transport et de commandement.

L'année dernière, la PRM a emménagé dans de nouveaux locaux qu'elle loue à l'avenue des Pâquis 31 à Morges.

La Municipalité de Lully a demandé son adhésion, mais son Conseil communal n'en a pas voulu. Pour la Commune de Saint-Prex, en 2018, le coût par habitant est de Fr. 161.15, soit un total Fr. 915'966.37.

Les prestations facturées à l'heure totalisent Fr. 255'460.

La PRM est notamment intervenue à 440 reprises pour la signalisation.

En 2018, la PRM est intervenue à Saint-Prex pour 91 infractions patrimoine, 23 vols par effraction, 202 fois pour la circulation, 45 accidents de la circulation et 5 fois pour de la violence domestique.

En ce qui concerne la répression routière, il y a eu 154 dépassements en localité de 16 à 24 km/h, 18 dépassements en localité de plus de 25 km/h et 14 dépassements hors localité de plus de 30 km/h.

Lors de la dernière séance du Conseil intercommunal a eu lieu une démonstration des herses, conçues spécialement pour protéger les personnes lors de manifestations.

Mme la Présidente remercie Mme PITTOLAZ et M. SIEGWART pour leur présentation et ouvre la discussion.

En ce qui concerne la répression routière, il y a eu 154 dépassements en localité de 16 à 24 km/h, 18 dépassements en localité de plus de 25 km/h et 14 dépassements hors localité de plus de 30 km/h.

Lors de la dernière séance du Conseil intercommunal a eu lieu une démonstration des herse, conçues spécialement pour protéger les personnes lors de manifestations.

Mme la Présidente remercie Mme PITTOLAZ et M. SIEGWART pour leur présentation et ouvre la discussion.

La discussion n'étant pas demandée, le sujet est clos.

ASISE – Rapport par Mme Sophie ROUQUETTE-STUDER

Mme Sophie ROUQUETTE-STUDER présente l'ASISE soit l'Association Scolaire Intercommunale de Saint-Prex et Environs et explique que « Environs » se constitue des Communes de Denens, Lussy-sur-Morges et Villars-sous-Yens.

Le Conseil intercommunal est élu pour 5 ans et qui a un rôle similaire au Conseil communal. Il est composé de 18 membres, dont 6 sont de Saint-Prex, soit 4 Conseillers communaux qui sont Mmes Concetta PINO, Sophie ROUQUETTE-STUDER, MM. Frédéric BERTHOUD et Philipp LANGER, 2 Municipaux, soit Mme Carine TINGUELY et M. Daniel MOSINI.

Le Comité de direction, soit CODIR, a des compétences qui correspondent à tout ce qui est lié à la loi scolaire et enseignement obligatoire. Il est composé de 5 membres, dont 2 délégués pour la Commune de Saint-Prex, soit MM. Stéphane PORZI et Antony HENNARD.

La Commission de gestion, dont fait partie Mme Concetta PINO, est en charge d'examiner le budget, les comptes et la gestion.

Il y a généralement 2 séances par an. Les principaux objets de décision sont l'adoption du budget et des comptes, la répartition des charges entre les différentes Communes membres, l'approbation des barèmes de coûts pour la location des bâtiments et installations scolaires.

Récemment a eu lieu l'adoption du règlement du Conseil intercommunal.

Toujours lors des séances diverses informations sont données aux membres, notamment concernant les bâtiments scolaires en construction.

Le Directeur des établissements scolaires de Saint-Prex est invité aux séances et y donne une présentation expliquant comment la rentrée des classes s'est passée et donne également un rapport d'activités pour l'année scolaire écoulée.

Ponctuellement ont lieu d'autres interventions lors des séances, comme récemment l'Espace de Prévention de la Côte.

Certains représentants membres du Conseil intercommunal participent au Conseil d'établissement. Celui-ci comprend la Direction, le corps enseignant ainsi que les représentants des parents d'élèves, des associations et des autorités. Les représentants des autorités sont 5 et ils sont élus parmi les membres du Conseil intercommunal.

Les sujets traités lors des Conseil d'établissement sont beaucoup plus opérationnels et liés à la vie de l'école. Les informations qui y sont données, ou les débats qui peuvent en découler, concernent notamment les rentrées scolaires, les effectifs, les emplacements, la formation du corps enseignant.

La vie des élèves est également abordée comme la participation aux camps, l'utilisation du téléphone portable, le fonctionnement du forum des élèves, tout ce qui est mis en place concernant l'orientation, notamment le projet « Lift », l'équipement scolaire comme l'informatique, les salles de sports ou encore la piscine. Toujours lors de ces séances, les membres y abordent tout ce qui est développé pour les parents d'élèves.

Mme la Présidente remercie Mme Sophie ROUQUETTE-STUDER pour sa présentation et ouvre la discussion.

La discussion n'étant pas demandée, le sujet est clos.

AJEMA – Rapport par M. Nicolas COTTIER

M. Nicolas COTTIER présente la Commission de l'AJEMA, soit l'Accueil de Jour des Enfants de la région Morges-Aubonne.

Cette Commission a été créée au sein du Conseil communal suite à l'adhésion de la Commune de Saint-Prex au réseau AJEMA.

A l'époque, Saint-Prex était très en avance par rapport aux structures liées au milieu scolaire. La question de rester seule ou de rejoindre un réseau s'était alors posée. Le Municipal en charge du dossier à l'époque avait présenté un préavis demandant que la Commune adhère au réseau. La Commission alors en charge du rapport avait soutenu le préavis tout en proposant au Conseil communal de mettre en place une Commission, dont le rôle est très différent des deux Commissions préalablement présentées, puisque son rôle est de, au moment opportun, faire un point de situation pour voir si les prévisions, notamment financières, étaient respectées ou s'il y avait une déviation par rapport à ce qui avait été prévu au départ et s'il serait donc nécessaire de remettre en question la participation de la Commune de Saint-Prex au réseau.

La Commission a fait une première série de travaux assez lourds sous l'ancienne législature et avait rapporté devant le Conseil communal en mars 2015 avec, en conclusion, des arguments pour essayer de sortir du réseau mais aussi pour y rester.

Dans le cadre de cette étude, la Commission avait constaté que le réseau AJEMA n'était pas le meilleur marché, par rapport à Epalinges par exemple qui avait un réseau extrêmement compétitif en termes de coûts et de prestations. Malgré tout, la situation au sein du réseau ne justifiait pas que le Conseil prenne une décision immédiate sur une sortie de l'AJEMA.

La conclusion du rapport de l'époque demandait au Conseil un vote consultatif sur la sortie du réseau et demandait un délai à septembre 2015 pour que la Commission et Mme Carine TINGUELY, en charge du dossier à l'époque à la Municipalité, étudient un scénario potentiel de sortie ainsi que les conséquences y relatives. Cela avait été accordé par le Conseil., cela d'ici à septembre 2015, demandait un vote consultatif au Conseil. Ce délai de 6 mois très ambitieux pour un tel travail n'a pas pu être tenu et la fin de législature est arrivée, avec une Commission qui allait se renouveler en début de législature.

La nouvelle Commission s'est réunie en février 2017 pour ébaucher quelques mesures nécessitant une actualisation de ses travaux.

M. COTTIER est allé à nouveau rencontrer la Commune d'Epalinges, pour y voir son évolution notamment car elle était confrontée à une nouvelle réglementation qui l'empêchait d'être aussi compétitive qu'elle pouvait l'être à l'époque, mais qui était en cours de mise à jour.

M. COTTIER s'est également rendu à la FAJE, Fondation pour l'Accueil de Jour des Enfants, qui est en charge de gérer les contributions étatiques pour les distribuer aux réseaux. La directrice de la Fondation, avec qui il a pu échanger, a conseillé à notre Commune d'attendre avant de se prononcer, notamment à cause de la RIE III qui avait un volet fiscal mais aussi un volet social, dans lequel il y a une augmentation de la participation du Canton aux structures d'accueil de jour, ce qui change la donne au niveau financier concernant le développement des réseaux. Cette RIE III est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Il y a aussi, au niveau des réglementations, un travail en parallèle concernant le nombre de personnes pour un accueil d'enfants, de quels diplômes elles doivent être pourvues. Cela a été terminé récemment, en février ou mars 2019.

La Commission n'a donc pas continué pour le moment cette étude en raison des points évoqués si dessus, préférant faire un travail de fond qui nécessite d'avoir un résultat qui puisse s'inscrire dans la durée.

L'avantage de la Commission est que M. Anthony HENNARD qui était un Conseiller, membre de la Commission de gestion, qui stimulait beaucoup la Commission à avancer, est maintenant Municipal et pourra travailler avec elle sur ce dossier qui est extrêmement compliqué et dont les conclusions ne sont pas aussi simples qu'il pourrait y paraître.

M. COTTIER termine en concluant qu'il est exact que le coût du réseau augmente mais c'est aussi parce que le nombre de places à disposition augmente. Chaque nouvelle place créée a un coût qui n'est pas supporté que par les parents, mais en grande partie, 35 à 45%, si ce n'est plus, par les Communes.

Le budget augmente donc mais paradoxalement c'est également le signe pour se dire que le réseau fonctionne puisque la volonté était de développer ces structures d'accueil.

Mme la Présidente remercie M. COTTIER pour sa présentation et ouvre la discussion.

La discussion n'étant pas demandée, le sujet est clos.

7) Préavis n°03/05.2019 – adoption de la gestion et des comptes 2018

Le préavis est transmis aux Commission de gestion et à la Commission des finances.

8) Préavis n°04/05.2019 – demande d'un crédit de Fr. 35'000.00 pour étudier l'amélioration de l'aménagement de la liaison mobilité douce entre le secteur des collèges du Cherrat et de Sous-Allens et le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin

La Présidente explique aux membres du Conseil que la Municipalité a décidé de retirer son préavis n°02/03.2019 « Demande d'un crédit de Fr. 1'246'200.00 pour financer la sécurisation du chemin des écoliers, l'installation de feux de signalisation pour piétons et le remplacement d'une conduite d'eau potable » et de le remplacer par le préavis n°04/05.2019. Il porte uniquement sur l'étude de ce tronçon.

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

Adrianne SENNWALD
Roland LOCHER
Sylvain RODRIGUEZ

Roland THIEBAUD
Didier FRANCO

Suppléants :

Juan Carlos LANDROVE

Christian BOILLAT

M. Sylvain RODRIGUEZ demande si la compétence financière de la Municipalité n'est pas de Fr. 50'000.-. Si tel est le cas, il se demande pourquoi la Municipalité a choisi de déposer un préavis de Fr. 35'000.- plutôt que d'aller de l'avant directement.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond qu'en début de législature le Conseil a, en effet, octroyé une compétence financière de Fr. 50'000.- pour les événements non prévisibles et exceptionnels. Le préavis déposé en question ne répondant pas à ce critère, la Municipalité l'a déposé pour étude au Conseil.

Mme TINGUELY explique également que le préavis n°02/03.2019 portait sur l'étude et la réalisation et qu'en discutant avec la Commission ad hoc, la Municipalité s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de questions et que pour que la Commission ad hoc puisse leur octroyer la totalité du montant de plus d'un million, qui est également un gros investissement au niveau du génie civil, des réponses précises devaient lui être apportées.

De commun accord avec la Commission ad hoc, la Municipalité a trouvé plus opportun de demander une étude approfondie, avec des montants provenant de soumissions déjà rentrées. La Municipalité a également pris note que souvent le Conseil préfère qu'il y ait étude puis réalisation.

9) Simples questions

La Présidente ouvre la discussion.

M. Raymond TARDY a trois questions pour la Municipalité.

Premièrement concernant la mise à disposition de transats au bord du lac. Il trouve que cela est une excellente idée, mais craint la fragilité de ces transats qui sont en bois. Il se demande comment gérer leur utilisation et qui viendra le soir les mettre en sécurité, sachant que les restaurants, à la fin de leur service, les attachent systématiquement ensemble pour ne pas les retrouver dans le lac le lendemain matin.

Deuxièmement, M. TARDY a une question au sujet d'un cèdre lourdement mutilé à la gauche de la sortie du garage de l'immeuble en construction, sur le chemin de la Moraine, direction Genève.

M. TARDY suppose que cet arbre est protégé et se demande, si tel est le cas, s'il est acceptable que la pointe, ainsi que nombre de branches, aient été coupées. Il suppose qu'il en va de même avec les racines, sachant que l'entrée des garages se trouve très proche du tronc.

M. TARDY se demande si ce cèdre survivra à ces travaux et si tout a bien été mis en œuvre pour le protéger.

Troisièmement, M. TARDY aimerait aborder le sujet d'un courrier datant du 21 mars 2019, adressé à quelques entreprises et propriétaires de la Commune de Saint-Prex concernant les déchets verts à éliminer au Glapin ou à la Rappaz.

En effet, la Municipalité a décidé, lors de sa séance du 18 mars 2019, de ne plus accepter les déchets verts de ces entreprises et propriétaires.

M. TARDY déplore cette décision qu'il trouve arbitraire et pense que la Municipalité aurait pu, au préalable, contacter les personnes concernées pour réfléchir à la meilleure solution pour tous les usagers.

En tant que personne concernée, appuyée par d'autres usagers, il regrette la manière de faire et demande à la Municipalité de réfléchir à une solution acceptable, autant pour la Commune que pour les citoyens.

M. TARDY, ainsi que les personnes l'appuyant, sont également surpris de l'augmentation de Fr. 35'000.- pour 2018, sachant que l'année fût très sèche et que les haies ainsi que le gazon ont très peu poussé. Ils se demandent pourquoi baisser le montant de la taxe de Fr. 200.- à Fr. 180.-.

Certes, Fr. 35'000.- représentent une somme importante, mais dans le journal de Morges, 3 semaines après que le Conseil ait reçu cette information de la Municipalité est paru un article s'intitulant « Impôts en bref : un joli pactole ». Dans cet article, Mme TINGUELY énumère les rentrées fiscales de deux entreprises locales. En 2016, 13 millions. En 2017, 4,8 millions. Budgétisé en 2019, 7,8 millions. Il semble à M. TARDY qu'il est donc possible de voir venir les rentrées, les propriétaires payant également l'impôt foncier.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, commence par expliquer que la Municipalité a décidé de faire une action citoyenne en mettant à disposition des transats et aimerait ainsi faire confiance aux citoyens. Une cinquantaine de transats sera donc à disposition en libre-service, entreposée sous un couvert à la place d'Armes, qui sera préparé par la voirie.

Le service de voirie passera régulièrement durant l'été sur ladite plage et s'est engagé à s'en charger si cela s'avère nécessaire.

La Municipalité est consciente qu'il y aura des déprédations et des vols mais le but est vraiment de faire cela pour les citoyens et de voir si cela fonctionne. Si cela est apprécié, l'action sera renouvelée. C'est un petit investissement financier pour la Commune mais un investissement dans le bien-être des citoyens, ce qui est agréable à mettre en place.

Concernant le cèdre au chemin de la Moraine, Mme TINGUELY explique que la Commune a effectivement eu une demande de construction d'immeuble et que selon la mise à l'enquête, le cèdre ne sera pas abattu. L'entrée des garages est effectivement très proche de l'arbre et la Municipalité espère que les constructeurs ont tout fait pour sauver cet arbre. Aucune autorisation d'abattage n'a été octroyée.

Si cet arbre venait à mourir à cause des travaux, il est certain que la Municipalité demandera une nouvelle plantation en compensation.

En tous les cas, la Municipalité ainsi que les voisins de la parcelle en question sont sensibles à la protection de cet arbre majestueux.

Mme TINGUELY poursuit sur la question de M. TARDY au sujet des déchets verts.

En effet, la Municipalité a décidé de limiter l'accès à la déchetterie de la Rappaz.

En 2013, lorsque M. Roger BURRI, ancien Municipal, a introduit la taxe au sac et la nouvelle gestion des déchets, un accord tacite avait été donné par la Municipalité à tous les agriculteurs et paysagistes de la Commune afin que ces derniers puissent avoir accès à la Rappaz pour l'élimination de volumes très conséquents de déchets verts. La procédure était de se rendre à la voirie pour chercher la clé de la Rappaz, annoncer le volume qui y serait déposé afin que la Commune puisse leur refacturer leur élimination, ce qui était en accord avec le nouveau droit fédéral sur la gestion des déchets.

Mme TINGUELY informe qu'à ce jour, zéro kilo de déchet n'a été annoncé et ce depuis 2013.

Mme TINGUELY, sans mettre personne en cause, n'exclut pas que cela soit éventuellement dû à une mauvaise communication ou du laxisme.

Ce qui a alerté la Municipalité est que les coûts de l'élimination des déchets verts sont passés de Fr. 60'000.- à Fr. 90'000. Une petite partie de ces coûts provient du travail de la voirie, à charge de la Commune, mais le reste provient des privés.

Ces coûts ne sont pas payés par les impôts, même s'il y a eu de bonnes rentrées grâce aux entreprises locales, mais par le compte affecté 450, et donc payés par la rétrocession du sac taxé et par la taxe individuelle.

Il n'est donc pas juste que les citoyens financent l'élimination des déchets d'entreprises, dont ceux des agriculteurs et des paysagistes.

De plus, M. PHILIPPONA, responsable du service de la voirie, a été espionner la déchetterie de la Rappaz depuis le réservoir de l'Epine et il a été constaté que beaucoup de gens utilisent cet endroit, un peu caché. La Municipalité soupçonne de récolter des déchets provenant d'au-delà son territoire communal et par cette décision elle met donc un terme à ce genre de pratique.

Mme TINGUELY informe encore les membres du Conseil qu'elle a rendez-vous le lundi matin 6 mai 2019 avec une délégation des agriculteurs de la Commune pour voir si une autre solution peut être trouvée. A ce jour, les solutions sont d'emmener ces déchets chez Germanier à Lavigny ou Transvoirie à Tolochenaz. Les agriculteurs communaux envisagent de faire une gestion interne de leurs déchets et la Commune les accompagnera dans le cadre de ce projet s'il est viable et tenable à terme.

La Municipalité souhaite que la déchetterie de la Rappaz ne soit plus utilisée, à terme.

Au niveau des déchets de la Commune, il a été décidé d'investir dans une déchiqueteuse pour que tout ce qui est branchage, bois et taille. Les copeaux en découlant seront utilisés sur les chemins communaux et mis en libre-service à la déchetterie pour les citoyens.

Mme TINGUELY précise encore que la Commune est dans l'idée que les déchets verts ne sont pas simplement des déchets qui doivent être éliminés mais qu'il est possible de les réutiliser pour nourrir les terres et les sols et en faire ainsi un cycle.

Cette décision ne concerne pas les individus qui peuvent toujours avoir accès à la déchetterie du Glapin, mais seulement l'accès pour les déchets importants qui sont des déchets d'entreprises que la Commune récoltait à la Rappaz. De plus, d'autres déchets y étaient laissés, comme des tuiles, et qui devaient ensuite être éliminés aux frais de la Commune.

Pour terminer, Mme TINGUELY précise que l'impôt foncier ne concerne pas du tout l'élimination des déchets mais que c'est un impôt très ancien qui est payé par les propriétaires parce qu'ils utilisent une partie du territoire communal avec leurs propriétés immobilières.

M. Raymond TARDY répond qu'en effet il est agriculteur mais qu'il a aussi une propriété à entretenir, comme d'autres ont une villa avec du gazon, des haies qu'ils doivent tailler. M. TARDY trouve qu'il est normal de pouvoir éliminer les déchets découlant de l'entretien des propriétés privées avec les impôts qui sont payés à la Commune.

Mme Barbara DELLWO salue vivement l'initiative de la Commune de permettre le tri des récipients en plastique. Cela était attendu depuis de nombreuses années et en remercie la Municipalité.

De plus elle trouve très bien d'avoir organisé la présentation des rapports succincts des trois Commissions entendues ce soir.

M. Michel CONNE revient sur la présentation de Mme PITTOLAZ et M. SIEGWART concernant la Commission PRM et le rapport d'activité d'assermentation qui a eu lieu récemment au Vieux-Moulin à Saint-Prex. D'après les informations en sa possession, cette assemblée a été faite en l'honneur de M. Roger BURRI, récemment disparu. A son grand regret, aucun représentant officiel de la Commune n'était présent. Il y avait les membres du Conseil intercommunal mais aucun membre de la Municipalité, ni la Présidente du Conseil communal n'étaient présents. Ceci a été malheureusement relevé par les intervenants. M. CONNE trouve cela dommage et en est le premier déçu. Il pense que pour un événement qui était fait, en quelque sorte, en signe de reconnaissance à M. Roger BURRI, quelqu'un aurait pu, ou dû, venir. M. CONNE se permet à cette occasion, chose qu'il fait très rarement, de délivrer un cactus à la Municipalité.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, répond que malheureusement la Municipalité était en séance pour faire passer le budget et les comptes de l'école. Avec l'ASISE, cette séance est fixée 6 mois en avance et avec les changements récents de dicastères, il n'était pas possible de la repousser. La Municipalité a beaucoup regretté de ne pas pouvoir être présente à l'assemblée en l'honneur de M. Roger BURRI.

M. Pascal GIRARDET demande avec humour si, au lieu de voler des transats, il est possible de les acheter.

Mme Carine TINGUELY, Municipale, dans la même ligne, répond qu'il n'est possible que de les voler et conseille de bien les cacher car ceux-ci étant rouges, ils sont bien visibles et seront vite retrouvés. Plus sérieusement, Mme TINGUELY, explique que pour l'instant la Municipalité n'a pas réfléchi à leur vente mais qu'en cas de forte demande, la Commune en recommanderait et les vendrait sans prendre de marge dessus.

M. Michel CONNE propose à la Municipalité, également avec humour, de mettre une puce GPS sur chaque transat.

M. Philippe CHABLE a une question concernant la 5G, nouvelle technologie très controversée. Le but de son intervention n'est pas d'ouvrir la controverse mais de réaliser qu'il va falloir construire des milliers d'antennes sur le territoire, même si certaines sont déjà en place. M. CHABLE demande s'il y a déjà eu, sur Saint-Prex, des demandes d'autorisations pour construire de nouvelles antennes, au-delà du moratoire cantonal, ou si la Commune est approchée par des opérateurs de télécommunication.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond qu'aucune demande formelle sur la 5G. Il y a eu transformations pour la 4G ou pour des autres antennes. La Commune reste bienveillante et attentive sur le développement de cette 5G.

A l'époque, un recours avait été fait pour la 3 ou la 4G au Bourg pour une antenne au-dessus du café du Bourg. La Municipalité avait soutenu la population, le fait qu'il y avait la garderie du Ballon Rouge en face, la notion d'esthétisme et finalement le recours a été perdu. Il n'avait pas été soutenu, d'autant plus que l'antenne pouvait être camouflée dans la cheminée. La puissance de ces antennes était 10 à 20x inférieure à celle des antennes françaises qui nous abonde et il avait été répondu à la Commune qu'il n'y avait aucun risque pour la santé de la population. M. MOSINI invite M. Sylvain RODRIGUEZ à se prononcer sur le sujet.

M. Sylvain RODRIGUEZ explique, en tant que représentant de l'administration cantonale, qu'effectivement dans les dossiers de mise à l'enquête la technologie qui est implémentée sur l'antenne n'est pas précisée. Que ce soit donc pour la Commune ou le Canton, il est très difficile de définir si l'antenne va être utilisée pour de la 5G ou non. Deux indices peuvent être pris en considération. D'une part, la fréquence. En effet, si l'antenne est prévue pour des fréquences, qui ont été récemment conceptionnées par la Confédération pour la 5G, on peut facilement en déduire que l'antenne va être utilisée pour déployer de la 5G. L'autre indice est si l'antenne est adaptative, c'est-à-dire qu'elle n'est pas passive, qu'elle n'émet pas tout le temps sur le même rayon mais qu'elle s'adapte à l'utilisateur. Ce sont de nouveaux types d'antennes et on peut donc facilement imagine que c'est pour déployer également de la 5G.

M. RODRIGUEZ explique que l'administration cantonale se rend bien compte qu'une Commune est très empruntée lorsqu'elle reçoit un dossier de mise à l'enquête. L'administration cantonale n'a pratiquement pas de marge de manœuvre et qu'elle ne peut pas refuser un dossier sur le principe que l'antenne va être utilisée pour la 5G. La seule marge de manœuvre est sur les aspects architecturaux et là encore la jurisprudence est assez étroite et ne donne pas souvent raison aux Communes.

M. Philipp LANGER demande s'il y a bien aussi une antenne sur l'école du Chauchy.

Mme la Présidente répond que oui, en-dessus de la classe dans laquelle elle travaille.

M. Christian BOILLAT demande pourquoi les citoyens de Saint-Prex ont été réveillés par l'alarme. Il a entendu à la radio qu'il y avait eu un court-circuit.

M. Stéphane PORZI, Municipal, répond qu'il y a en effet eu un court-circuit et que l'alarme a donc réveillé le quartier du Cherrat et même un peu plus loin.

M. Raymond TARDY a été surpris de voir que le trottoir du chemin de la Guergoulaz a été élargi, en maintenant les pavés et en remettant 20 cm de goudron sur la gauche et une ligne blanche pour marquer la séparation d'avec la route. Il trouve cela un peu mal placé.

M. Daniel MOSINI, Syndic, explique que la Municipalité a demandé conseil à son bureau d'ingénieurs mobilité et de leur apporter des solutions bon marché puisque la Commune devra refaire, à terme, toute la Guergoulaz pour l'épuration et la mise en séparatif. Comme il n'était pas possible, suite à la demande de propriétaires, d'améliorer la sécurité des écoliers, la Municipalité a choisi une solution extrêmement simple et peu coûteuse pour la Commune. C'est pourquoi le pavage a été gardé et qu'un chanfrein propre a été réalisé, ainsi que le marquage d'une ligne.

M. MOSINI habitant tout près, il peut assurer aux membres du Conseil que la vitesse a bien diminué depuis. Il ne doute donc pas de l'efficacité de cette mesure. Dans le futur, cette route sera requalifiée en bonne et due forme.

M. Raymond TARDY remercie le Syndic pour sa réponse et précise qu'une personne âgée ayant l'habitude de prendre ce chemin s'est encoulée car elle descendait normalement ledit trottoir et n'a pas vu le goudron.

M. Daniel MOSINI, Syndic, répond que c'est également pour éviter ce genre d'incident qu'il y a une ligne blanche.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

10) Contre-appel

Il est fait.

La séance est levée à 21h00.

La Présidente :

Anouk Gäumann

La Secrétaire :

Lydie Jaussi

